

Arrêté

Établissant des prescriptions complémentaires conformément à l'article L.181-14-7 du Code de l'environnement pour l'atelier de maintenance des bus de Bordeaux Métropole sis Boulevard Alfred Daney - ZI de Bougainville dans la commune de Bordeaux

**Le Préfet de la Gironde
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'environnement, son titre Ier du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et son titre VIII du livre Ier relatif aux procédures administratives, notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et 46 relatifs aux prescriptions complémentaires et modifications ;

VU le décret en date du 11 janvier 2023 nommant M.Etienne GUYOT préfet de la région Nouvelle Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud Ouest, préfet de la Gironde ;

VU l'arrêté du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2930 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux ateliers de charge contenant au moins 10 véhicules de transport en commun de catégorie M2 ou M3 fonctionnant grâce à l'énergie électrique et soumis à déclaration sous la rubrique n° 2925 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique n°1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 novembre 2014 pour l'exploitation d'une installation de maintenance de bus sur la commune de Bordeaux ;

VU les arrêtés préfectoraux complémentaires du 6 septembre 2018 et du 03 juin 2021 ;

VU la demande de Bordeaux Métropole par courriel du 9 juillet 2021 en vue de modifier certaines prescriptions de son arrêté préfectoral de 2014 modifié ;

VU le dossier déposé par Bordeaux Métropole le 30 novembre 2023, dont la dernière version modifiée date du 17 novembre 2025, en vue de modifier les prescriptions applicables à son installation (notamment par l'aménagement d'un des halls - B - en recharge électrique, avec substitution des véhicules GNV par des modèles électriques) ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 16 février 2026 proposant à Monsieur le Préfet de prendre un arrêté préfectoral complémentaire pour Bordeaux Métropole ;

VU le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courriel en date du 18 février 2026 ;

VU les observations formulées par l'exploitant par courriel du 03 mars 2026 ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification sollicité par Bordeaux Métropole consiste à aménager un des quatre hall de stationnement de bus (Hall B) pour permettre la recharge de bus électriques, ainsi qu'une zone de quarantaine pour les bus électriques dont les batteries présentent un risque d'emballement thermique ;

CONSIDÉRANT que l'aire d'isolement se situe sur une partie de la parcelle SX90 appartenant à Bordeaux Métropole, autorisée par l'arrêté du 13 novembre 2014 du site, bénéficiant d'un permis de construire obtenu le 9 juillet 2024, modifié le 23 octobre 2024 ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre à jour le tableau de classement de l'établissement en tenant compte des dernières évolutions de la nomenclature des installations classées et des modifications du site ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant demande un aménagement à la prescription de l'article 2.1 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 3 août 2018 susvisé : « *Sauf dispositions plus contraignantes infra, l'ensemble de la structure est a minima R 15.* », car la charpente métallique existante n'est pas R15 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant propose les mesures compensatoires suivantes :

- les murs des halles sont traités en coupe-feu 2 heures (CF 2h),
- chaque hall est prévu pour s'écrouler sans entraîner l'effondrement d'autres halls,
- les bus sont équipés de systèmes d'alarmes et de supervision permettant la détection en temps réel de signe d'échauffement avant le déclenchement d'un incendie de batterie associé à la possibilité d'arrêter la charge à distance;

CONSIDÉRANT que l'exploitant sollicite un aménagement à la prescription de l'article 4.2 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 3 août 2018 susvisé concernant l'éloignement minimum de 100 mètres de l'installation des appareils d'incendie (bouche, poteaux, etc.) ;

CONSIDÉRANT que, les besoins en eau évalués à 630 m³ pour 2 heures (D9A), pour la conversion du hall B sont inférieurs aux besoins théoriques du site (720m³) tels que définis dans l'arrêté du 13 novembre 2014 ;

CONSIDÉRANT que, l'exploitant propose l'ajout de 2 nouveaux poteaux incendie au sein du dépôt d'un débit de 60 m³/h chacun, dès la mise en service de plus de dix autobus électriques, en plus des 2 hydrants extérieurs au site offrant chacun un débit de 60 m³/h, ainsi qu'une réserve d'eau de 300 m³, permettant d'atteindre un volume total de 780 m³ d'eau ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant sollicite un aménagement des dispositions de l'article 4.2.3 de l'arrêté du 13 novembre 2014 complété par l'arrêté du 3 juin 2021 afin d'ajuster le curage des caniveaux du site à une fréquence annuelle ;

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations classées considère ces demandes acceptables et fixe les mesures compensatoires en prescriptions complémentaires ;

CONSIDÉRANT que, sur demande du SDIS, le Plan d'Opération Interne (P.O.I) prescrit à l'article 7.5.2 de l'arrêté d'autorisation du 13 novembre 2014 susvisé est à déclasser en Plan de Défense Incendie (P.D.I) ;

CONSIDÉRANT que l'instruction du dossier susvisé transmis par l'exploitant ne fait pas apparaître de modification substantielle au sens de l'article R.181-46 du Code de l'environnement, mais qu'il convient de fixer des prescriptions complémentaires afin d'encadrer ces modifications ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du département de la Gironde.

ARRÊTE

Article 1. Exploitant titulaire de l'autorisation

Bordeaux Métropole domiciliée Esplanade Charles de Gaulle - 33076 Bordeaux Cedex, est tenue, pour son établissement sis Boulevard Alfred Daney - ZI de Bougainville à Bordeaux, de respecter les prescriptions du présent arrêté.

Article 1.1. Mise en œuvre du présent arrêté

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent dès la mise en service des installations qui sont décrites dans le porter à connaissance (PAC) du 30 novembre 2023 susvisé, dans le cadre notamment de l'aménagement de la halle B en recharge électrique.

Durant la phase transitoire, l'exploitant tient informé l'inspection des installations classées du suivi des modifications. En outre, il fournit à l'inspection les éléments justifiant de la mise en services des installations.

Article 1.2. Nature des installations

Article 1.2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Le tableau figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2014, modifié par l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 3 juin 2021, est remplacé par le suivant :

N° de rubrique	Nature des installations	Niveau d'activité	Régime
1413-1	Gaz naturel ou biogaz, sous pression (installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs, ou autres appareils, de véhicules ou engins de transport fonctionnant au gaz naturel ou biogaz et comportant des organes de sécurité)	6 compresseurs totalisant un débit en sortie de compression de 2 916 m ³ /h	A
2930-1-a)	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur	Surface de l'atelier étant de 6 341 m ²	E
2925-2	Ateliers de charges d'accumulateurs	Puissance de courant utilisable : 2 275 kW	D

Article 1.2.2 - Emplacement de l'établissement

Le tableau figurant à l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2014 susvisé est remplacé par le suivant :

Commune	Parcelles	Surface
BORDEAUX	Parcelles n°6 et 90 « p » section SX	66 179 m ²

Article 1.3 Conformité du dossier

L'établissement est exploité conformément au dossier d'autorisation initial, modifié par le ou les porter-à-connaissance subséquents, notamment le porter-à-connaissance du 30 novembre 2023 susvisé.

L'exploitant est conforme à l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 (Ateliers de charge d'accumulateurs électriques), mis à part les aménagements prévus par le présent arrêté.

Article 2 - Modification de certaines prescriptions applicables à la rubrique 2925

Article 2.1 Règles d'implantation et d'aménagement

Les dispositions suivantes de l'article 2.1 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé, à savoir :

« Sauf dispositions plus contraignantes infra, l'ensemble de la structure est a minima R 15. »

sont remplacées par :

- les murs séparatifs des halles sont REI120 ;
- en cas d'incendie chaque halle est prévue pour s'écrouler sans entraîner d'effondrement des autres halles ;
- les installations de recharge sont équipées d'un système d'arrêt de charge à distance (en complément des arrêts d'urgence locaux et de l'arrêt d'urgence déporté au poste de surveillance) à l'entrée du site,
- les autobus électriques rechargés dans le hall B sont tous dotés d'un système d'alarme et de supervision qui permet la remontée d'alarmes en temps réel.

Les éléments justificatifs des points suscités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 2.2 Moyens de lutte contre l'incendie

Les dispositions de l'article 7.5.4 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2014 susvisé, ainsi que les dispositions de l'article 4.2 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé, à savoir :

« - l'installation est desservie par un appareil d'incendie (bouche, poteaux, etc.) d'un réseau public ou privé pour 1 000 m² de surface, situé à moins de 100 mètres de celle-ci et garantissant, a minima, un débit minimum de 60 m³/h sous une pression minimum de 1 bar durant deux heures ou un débit assurant une efficacité équivalente. À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toute circonstance ; »

sont remplacées par :

« L'exploitant dispose a minima :

- de 4 hydrants offrant chacun un débit de 60 m³ d'eau par heure sous une pression de 1 bar pendant 2 heures, dont la localisation est précisée en annexe,
- d'une réserve d'eau sur site d'une capacité minimale de 300 m³,
- d'extincteurs adaptés au risque judicieusement réparti dans l'établissement, dont le nombre et la disposition répondent aux règles en vigueur.

Les hydrants et réserves d'eau doivent faire l'objet d'un essai de mise en aspiration par un engin pompe du SDIS avant le début de l'exploitation autorisée. À cette fin, l'exploitant prendra contact avec le centre d'incendie et de secours de Bordeaux.

Article 3 – Modification de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2014 modifié

Article 3.1 – Stockage

Les dispositions suivantes de l'article 8.6.2 « Comportement au feu du bâtiment » de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2014 modifié, à savoir :

« Aucun stockage n'est autorisé à proximité. »

sont remplacées par :

Tout entreposage, même temporaire, susceptible de gérer un risque à proximité du local est pros crit.

Article 3.2 – Entretien et surveillance

Les dispositions suivantes de l'article 4.2.3 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2014 modifié, à savoir :

« Par ailleurs pour limiter le rejet d'hydrocarbures dans le milieu naturel, l'exploitant réalise autant que nécessaires et a minima un curage chaque année des caniveaux d'eaux pluviales situés au plus proche des ateliers de maintenance ainsi que les débourbeurs-déshuileurs raccordés à ces derniers.

Concernant les autres caniveaux d'eaux pluviales et séparateurs d'hydrocarbures raccordés, l'exploitant réalise a minima trois curages annuels de ces éléments. »

sont remplacées par :

Par ailleurs pour limiter le rejet d'hydrocarbures dans le milieu naturel, l'exploitant réalise autant que nécessaires et a minima un curage chaque année de l'ensemble des caniveaux d'eaux pluviales situés sur le site ainsi que les débourbeurs-déshuileurs et séparateurs d'hydrocarbures raccordés.

Article 3.3 – Organisation des secours

Les dispositions de l'article 7.5.2 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2014 modifié, à savoir :

« L'exploitant établit un Plan d'Opération Interne (P.O.I) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés dans l'étude de danger. En cas d'accident, l'exploitant met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. Il prend en outre, à l'extérieur de son établissement, les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I. [...] »

sont remplacées par les dispositions suivantes :

Un plan de défense incendie, similaire à celui décrit à l'article 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 17 avril 2017 susvisé, est établi par l'exploitant.

Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4 – Dispositions complémentaires liées à la zone de quarantaine (pour les e-bus dont les batteries présentent un risque d'emballement thermique)

Implantation – Aménagement

Sans préjudice des dispositions de l'article 2.3.3 de l'arrêté du 03 août 2018, la zone de quarantaine, située au Nord-Est de l'entrée principale du site, dispose notamment de deux murs REI 120 de part et d'autre de la zone.

Les murs précités mesurent 22 m de long, d'une hauteur maximale de 6,3 m, séparés de 5,7 m.

La zone est couverte et protégée des eaux de pluie. Les eaux pluviales du local de quarantaine sont ramenées en amont d'un obturateur afin de permettre, en cas d'incendie de ce bâtiment, le confinement des eaux d'extinction.

Elle est accessible pour les services secours.

La distance minimale qui sépare la zone de quarantaine des limites de propriété correspond à la limite des effets létaux.

Les véhicules du personnel ne sont pas autorisés à stationner dans la zone des effets létaux soit 5m depuis les extrémités Nord et Sud de l'aire de quarantaine.

Article 5 – Délais et voies de recours

Conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Ainsi que le prévoit l'article R.181-50 du même code, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Bordeaux :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Gironde (www.gironde.gouv.fr) prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Conformément à l'article R.181-51 du code de l'environnement tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit intervenir par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 6 – Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ;

est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé

par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-18 ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Gironde (www.gironde.gouv.fr) pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 7 – Exécution

Le présent arrêté sera notifié à la société Bordeaux Métropole et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine,
- Monsieur le Maire de la commune de Bordeaux,

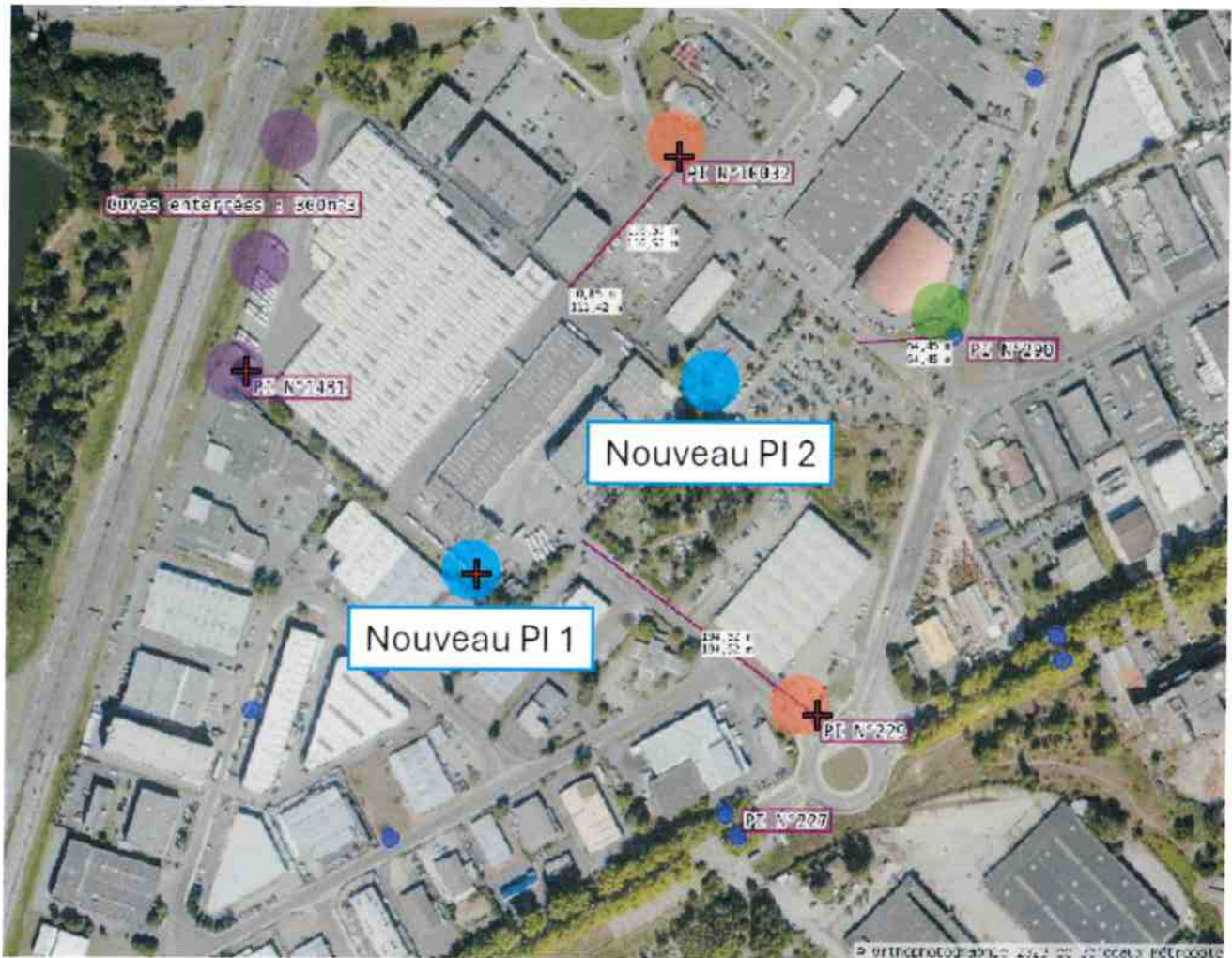
chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

- 9 MARS 2026

À BORDEAUX,
Pour le Préfet et par délégation
le Secrétaire Général


Le Préfet,
François DRAPÉ

Annexe : Emplacement des hydrants sur le site



PI ou cuves déjà sur site

PI < 100m des limites du site

PI > 100m des limites du site

Nouveaux PI

